

Des initiatives pour un marché plus éthique

Les **parlements** des 5 cantons (GE, VD, FR, NE et JU) ont déposé des initiatives pour que des **normes écologiques et sociales** soient instaurées concernant l'importation des fruits et légumes.

Le parlement du canton de Berne a voté une motion, le parlement du canton du Valais un postulat avec le même contenu.

Ces initiatives ont dans un premier temps été refusées par le Conseil des Etats, puis acceptées par le conseil national. Elles seront prochainement débattues une deuxième fois au Conseil de Etats.

En attendant, il est déjà temps d'informer nos distributeurs que nous ne voulons plus endosser la culpabilité de l'acheminement de ces fruits et légumes sur nos étals. Et surtout

PRENONS L'HABITUDE DE MANGER DES FRUITS ET LÉGUMES DE SAISON PRODUITS LOCALEMENT !

Cette action est organisée et soutenue par:



Pour plus d'informations: www.agrisodu.ch, Plateforme pour une agriculture socialement durable, Philippe Sauvin, 022 362 69 87 ou 079 509 31 10

La Plateforme regroupe les membres suivants: Uniterre, Forum civique européen, Coopérative Longo Maï, UNIA, l'autre syndicat, Jardins de Cocagne, SIT (Syndicat interprofessionnel de travailleuses et travailleurs), Bio Suisse, Bioforum, Association suisse pour la défense des petits paysans (VKMB), Comité européen pour la défense des réfugiés et des immigrés (CEDRI), Associazione consumatrici della Svizzera italiana.

Attention, malgré ce que nous pouvons voir exposé dans ce magasin

CE N'EST PAS LA SAISON DES FRAISES



Ni des melons, ni des concombres, ni des poivrons...

Ces produits sont importés de pays chauds et lointains où ils sont produits dans des conditions peu, voire pas contrôlées.



Plaine d'Almeria, Espagne, la mer de plastique

Fraises d'Espagne, asperges du Pérou, raisins d'Afrique du Sud, concombres, myrtilles, courgettes... c'est un véritable assortiment d'été débarqué au milieu de l'hiver auquel nous ont habitué les grands distributeurs...et à quel prix !

Des conditions de travail inadmissibles

Qui se souvient des violentes émeutes racistes qui ont secoué la région andalouse d'El Ejido, en Espagne ? Elles remontent à l'an 2000 et dévoilent les conditions de travail révoltantes des ouvriers agricoles de cette région, grosse productrice des fraises que nous mangeons en hiver.

En juillet 2006, le journal Le Temps révèle les conditions salariales inacceptables de travailleurs agricoles en Angleterre. Des employés polonais y sont payés à la moitié du salaire minimum légal. Eux aussi récoltent ces fraises.

En janvier 2010, C'est en Italie, à Rosarno qu'un scandale sur les conditions de production explose. Des travailleurs agricoles d'origine africaine sont payés 1 euro de l'heure pour récolter des clémentines et des oranges 12 à 14 heures par jour. Ils vivent dans des campements sommaires et insalubres, sans eau ni électricité. Ces ouvriers agricoles travaillant dans des conditions proches de l'esclavage récoltent les clémentines que nous voyons sur nos étals.

Les scandales se suivent, mais les conditions ne changent pas. El Ejido, Almeria, Huelva, Rosarno, Foggia de grandes plaines, productrices de nos fruits et légumes hors saison, continuent d'être régulièrement dénoncées dans les médias pour l'exploitation des travailleurs, et leur grave impact environnemental.

Une catastrophe écologique

A Huelva, Espagne, la culture fraisière s'étend sur 7'000 ha de serres. Ce type de culture à contre-saison de janvier à fin avril, requiert une intervention massive d'engrais, de fongicides et d'insecticides. L'irrigation que demande une telle production se fait par pompage, sans limitation, menaçant les plaines de désertification. Et bien évidemment, les traitements chimiques effectués polluent localement la nappe phréatique.

Les fraises ainsi cultivées sont finalement cueillie avant maturité et subissent un traitement supplémentaire afin de résister jusqu'au terme de leur voyage : notre assiette.



Un impact négatif sur notre production locale

De telles importations soumettent les petits producteurs et les familles paysannes suisses à une concurrence déloyale contre laquelle ils ne peuvent plus lutter. De plus en plus nombreux, ils sont contraints de mettre la clé sous la porte ou de soumettre eux-mêmes leurs employés à des conditions de travail indignes de nos standards: semaines de 50 heures et plus, salaires de moins de 3'300.-/mois. Le tout pour une profession parmi les plus pénible et indispensable à notre société.